



Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café
International Coffee Organization

ICC 87-6

26 septembre 2002
Original : anglais

F

Durabilité

Conseil international du Café
Quatre-vingt-septième session
24 – 27 septembre 2002
Londres, Angleterre

**Durabilité de la culture du café,
transformation et commercialisation
du café à l'état brut**

Mme Uschi Eid, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral pour la coopération et le développement économique (Allemagne) présente au Conseil le 27 septembre 2002 une communication sur le projet évoqué ci-après.

Déclaration de Mme Uschi Eid, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral pour la coopération et le développement économique

Conseil international du Café, 87^e session, Londres, le 27 septembre 2002

Durabilité de la culture du café, transformation et commercialisation du café à l'état brut

**Monsieur le Directeur exécutif,
Madame la Présidente,
Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués**

Le Gouvernement allemand a observé avec beaucoup de préoccupation, ces dernières années, l'effondrement dramatique des prix et l'énorme fluctuation des cours sur le marché mondial du café.

Dans la mesure où l'Allemagne est le 2^e importateur de café dans le monde, il est de notre intérêt que les cours soient stables et les importations de haute qualité de façon à pouvoir garantir aux consommateurs un café de premier choix et des prix stables dès à présent et à l'avenir.

Nous sommes également préoccupés parce que les efforts internationaux en vue de la réduction de la pauvreté sont entravés, dans de nombreux pays producteurs, par cet effondrement dramatique des cours du café. En qualité de représentante personnelle du Chancelier allemand auprès de l'Afrique, j'ai pu constater combien la diminution des prix des produits de base peut compromettre les premiers signes d'une bonne reconstruction économique, surtout dans les pays africains de la région des Grands Lacs. Il en résulte que certains pays perdent la marge de manœuvre que l'allègement de leurs dettes était censé leur apporter grâce à l'initiative (HIPC) concernant les pays fortement endettés. Il me semble qu'il est particulièrement alarmant de noter que, au Honduras, par exemple, 30 000 personnes sont au bord de la famine à cause de la crise du café et de la sécheresse.

C'est donc avec la collaboration de l'industrie allemande du café que nous souhaitons lancer l'initiative dont je viens vous parler. En tant que Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral pour la coopération et le développement économique (BMZ), je vous demande instamment de prêter votre soutien à ce projet. Il nous appartient également de nous concerter et de chercher les moyens qui permettraient à l'Organisation internationale du Café de contribuer à cette initiative.

Vous avez, ces derniers jours, délibéré sur l'initiative d'Oxfam en matière de café. Nous sommes en faveur de l'idée sous-jacente à cette initiative. Je suis convaincue que notre projet pourrait constituer un élément important de cette démarche commerciale en vue de l'amélioration du niveau de vie de 25 millions de producteurs de café et de leurs familles. Il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire.

1. Objectifs

Notre objectif est de mettre au point un code d'usage avec l'appui des compagnies transnationales et de tous les autres intervenants dans le secteur du café. Pour ce faire, il appartient aux agences de développement et de coopération, à l'industrie du café dans les pays consommateurs, aux représentants des pays producteurs de café et aux ONG de collaborer étroitement. Nous souhaitons que ce code d'usage améliore la durabilité de l'ensemble des activités tout au long de la chaîne du café et à tous les niveaux. En insistant sur la durabilité, nous souhaitons fortifier la situation économique des producteurs de café, rendre cette production plus écologique et améliorer les niveaux de vie. Je souligne que notre but n'est pas d'évincer certains groupes de producteurs ou certaines régions productrices de café en imposant des normes élevées. Bien au contraire ! Nous voulons nous embarquer avec vous sur une voie qui nous permettra de concrétiser le développement durable.

Il va sans dire que notre projet ne peut pas entraîner une réduction immédiate de la surproduction mondiale. Il ne va pas non plus opérer une stimulation rapide de la demande. Nous espérons, cependant, que le développement de conditions de production durable dans le cadre d'une orientation favorable au marché contribuera à stabiliser le marché mondial à long terme. En tenant compte des incidences sociales, écologiques et sanitaires de la production de café, nous souhaitons renforcer la confiance du consommateur dans l'industrie du café et promouvoir ainsi à long terme la consommation de café. Avec la participation nécessaire des intervenants appropriés, cette initiative allemande a pour but de constituer une base globalement acceptable qui permettra d'améliorer les conditions sociales dans les pays en développement et les possibilités commerciales du marché mondial du café.

L'objectif du code d'usage qu'il nous appartient d'adopter conjointement est de fournir à l'industrie du café dans les pays producteurs le fondement nécessaire à une culture et une transformation du café qui soient compatibles avec le progrès social, écologique et le rendement économique. Afin d'éviter toute distorsion de la concurrence, l'étape suivante consisterait à adapter aux conditions régionales les principes qui auront été convenus sur le plan international.

2. Démarches

Quelles sont donc les mesures concrètes qu'il nous appartient de prendre ?

Par l'intermédiaire du programme allemand de coopération en matière de développement et, en particulier, de notre instance de mise en application, à savoir GTZ, nous avons, au cours des deux dernières décennies, soutenu et mis en œuvre 80 projets dans le secteur du café de nos pays partenaires. Ces dernières années, environ 10 projets ont été mis en œuvre avec la collaboration de compagnies privées, lesquelles ont défrayé au moins la moitié des coûts. La plupart de ces projets étaient axés sur une région particulière, un pays donné ou la solution d'un problème spécifique, de sorte que leur impact était limité. Maintenant, nous souhaitons mettre en application l'expérience acquise par la coopération avec les pays partenaires, l'industrie, les ONG et BMZ et adopter une démarche plus globale.

Le projet en considération pourrait avoir un impact international : notre objectif est d'élaborer, par un processus de participation, des normes sociales, écologiques et qualitatives qui sous-tendraient le marché du café "tout venant". L'Association allemande du café qui est notre partenaire en matière de financement et de mise en œuvre du projet, représente les compagnies impliquées dans l'industrie allemande du café, dont les importations se situent en 2^e position au niveau mondial et compte parmi ses membres les compagnies transnationales les plus importantes du secteur caféier, autrement dit, les compagnies qui, pour la plupart, appliqueront ultérieurement les normes évoquées.

Nous souhaiterions que les représentants des intérêts des producteurs et des intérêts des consommateurs élaborent ce code d'usage de façon concertée. Il s'agira, par conséquent, à tous les niveaux, que ce soit au sein du comité directeur ou dans les différents groupes de travail concernés par les divers aspects spécifiques de la durabilité, d'assurer l'intégration adéquate des intérêts de la profession, de la société et des facteurs sociaux et écologiques. Nous attachons beaucoup d'importance à ce que les pays producteurs de café soient représentés à tous les niveaux.

Nous nous considérons comme des instigateurs et non comme un groupe exclusif. Nous souhaitons établir un partenariat auquel sont chaleureusement invités les organisations, les ONG, les syndicats et les représentants des pays partenaires qui sont impliqués dans le café et qui bénéficient d'une expertise avérée. Nous savons que sans votre participation active nous ne pourrions pas réaliser notre objectif. Sans les pays producteurs de café et, surtout, sans le secteur privé des pays producteurs de café, il ne sera pas possible d'élaborer un code d'usage susceptible d'être largement appliqué. C'est pourquoi je viens vous demander d'étudier et de décider, au sein de l'OIC, la forme que pourrait prendre une telle coopération.

Mesdames et Messieurs, ce projet ambitieux dépend – comme tous les processus en participation – de l'atmosphère constructive dégagée par les divers intervenants : les organisations internationales, les représentants des pays consommateurs, les compagnies multinationales et, naturellement, les représentants des pays producteurs. Je vous invite donc

à vous joindre à nous pour concevoir et formater un code d'usage et tirer partie des possibilités offertes par un tel processus afin, qu'ensemble, nous valorisons la notion de la durabilité de la production caféière.

Excellences, Monsieur le Directeur exécutif

- Je serais heureuse que le projet bénéficie à l'avenir de votre appui. Nous attendons vos suggestions quant à la façon dont l'OIC et le secteur privé des pays producteurs peuvent se rallier à notre cause.
- Je propose que, en liaison avec le Directeur exécutif, nous trouvions trois représentants des pays producteurs d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie qui marqueront leur soutien au projet en siégeant au sein du comité directeur.
- Je serais heureuse si nous pouvions identifier d'autres modes de coopération entre l'OIC et les organisations qui mettront en œuvre le projet.
- Si vous êtes intéressés, nous sommes tous disposés à vous tenir au courant du déroulement du projet et nous vous demandons aussi de nous aider à le mettre en œuvre.

Merci.